

Au deuxième trimestre 2013, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois baisse de 2,9 % comme au trimestre précédent. L'évolution s'explique ce trimestre par une baisse significative des embauches en CDD de plus d'un mois (- 5,8 % après - 1,0 % le trimestre précédent) tandis que les embauches en CDI augmentent de 1,0 % (après - 5,3 % le trimestre précédent).

Sur un an, la tendance des embauches de plus d'un mois reste orientée à la baisse : - 5,6 %, après - 6,5 % au premier trimestre 2013. Ce recul résulte d'une baisse simultanée des embauches en CDI et de celles en CDD de plus d'un mois (respectivement - 6,6 % et - 4,7 %).

Ces évolutions diffèrent en fonction de la taille des entreprises. Alors que les entreprises de moins de 20 salariés enregistrent une hausse de leurs embauches de plus d'un mois (+ 1,6 % compte tenu d'une nette augmentation de 4,5 % des embauches en CDI), les entreprises de 20 salariés ou plus connaissent toujours un repli (- 6,3 % ce trimestre). Les embauches de plus d'un mois diminuent sur un an quelle que soit la taille des entreprises, (respectivement - 0,6 % pour les TPE et - 9,4 % pour les entreprises de 20 salariés ou plus).

Au deuxième trimestre 2013, le nombre de déclarations d'embauche recule dans l'industrie (- 3,7 %) et dans le tertiaire (- 3,4 %) tandis qu'il augmente dans le BTP (+ 5,4 %) après six trimestres de baisse.

Sur un an, les embauches de plus d'un mois diminuent dans la quasi-totalité des régions.

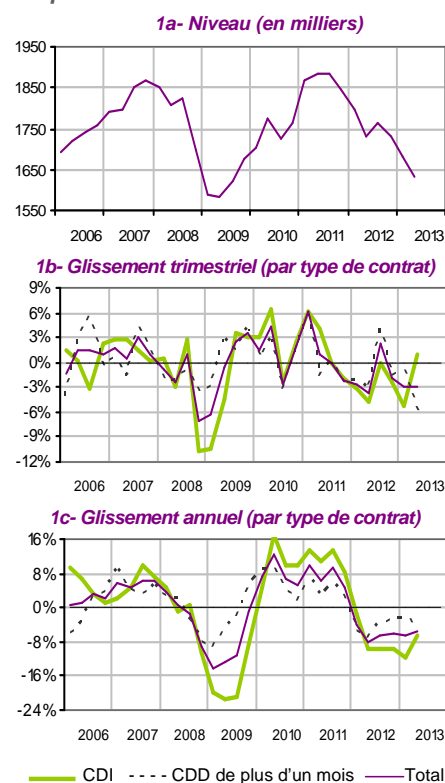
LA BAISSÉ DES EMBAUCHES DE PLUS D'UN MOIS SE POURSUIT AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013

Au deuxième trimestre 2013, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois diminue pour le troisième trimestre consécutif (- 2,9 % après - 2,9 % et - 2,0 %), accentuant la baisse observée depuis le quatrième trimestre 2011 (graphique 1, tableaux 1 et 3).

La baisse s'intensifie pour les CDD de plus d'un mois (- 5,8 % après - 1,0 %), tandis que les embauches en CDI augmentent légèrement (+ 1,0 %) après six trimestres de baisse (graphique 1b et tableau 1). Les déclarations d'embauche en CDD de moins d'un mois progressent encore ce trimestre (+ 1,5 %). Au total, le nombre global de déclarations d'embauche hors intérim se stabilise (+ 0,1 %) après avoir enregistré une légère baisse le trimestre précédent (- 0,6 %) (tableaux 1 et 3).

Sur un an, la réduction du nombre de déclarations de plus d'un mois se poursuit (- 5,6 % après - 6,5 % au premier trimestre 2013). Ce repli concerne à la fois les embauches en CDI (- 6,6 %) et celles en CDD de plus d'un mois (- 4,7 %, tableau 3 et graphique 1c). En revanche, les déclarations de moins d'un mois restent dynamiques (+ 6,8 %).

Graphique 1 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim



Source : Acooss – Urssaf

Tableau 1 : Estimation* des déclarations d'embauche hors intérim au cours du deuxième trimestre 2013 (données CVS-CJO)

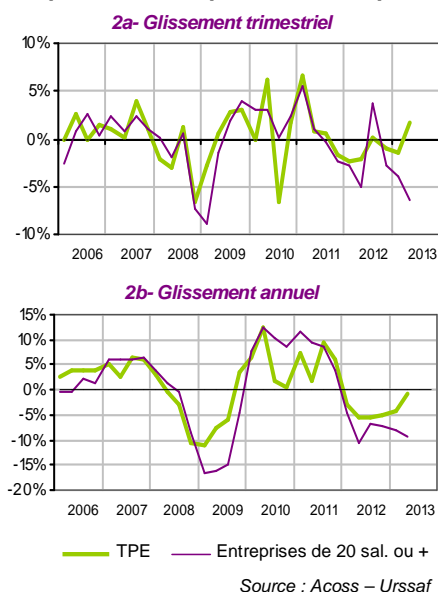
Tranche de taille de l'entreprise	Nombre de déclarations d'embauche (en milliers)			Glissements trimestriels (en %)		
	0 à 19 salariés	20 salariés ou plus	Total	0 à 19 salariés	20 salariés ou plus	Total
Déclarations d'embauche de plus d'un mois	745	888	1 633	+ 1,6	- 6,3	- 2,9
dont CDD de plus d'un mois	390	513	903	- 1,0	- 9,2	- 5,8
dont CDI	355	375	730	+ 4,5	- 2,2	+ 1,0
CDD de moins d'un mois	1 234	2 453	3 687	+ 3,7	+ 0,4	+ 1,5
Total des déclarations d'embauche	1 979	3 340	5 319	+ 2,9	- 1,5	+ 0,1

* Données provisoires

Source : Acooss – Urssaf

¹ Cette publication porte sur les déclarations d'embauche hors intérim, principalement celles de plus d'un mois (CDI et CDD de plus de 31 jours).

Graphique 2 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois par taille d'entreprise

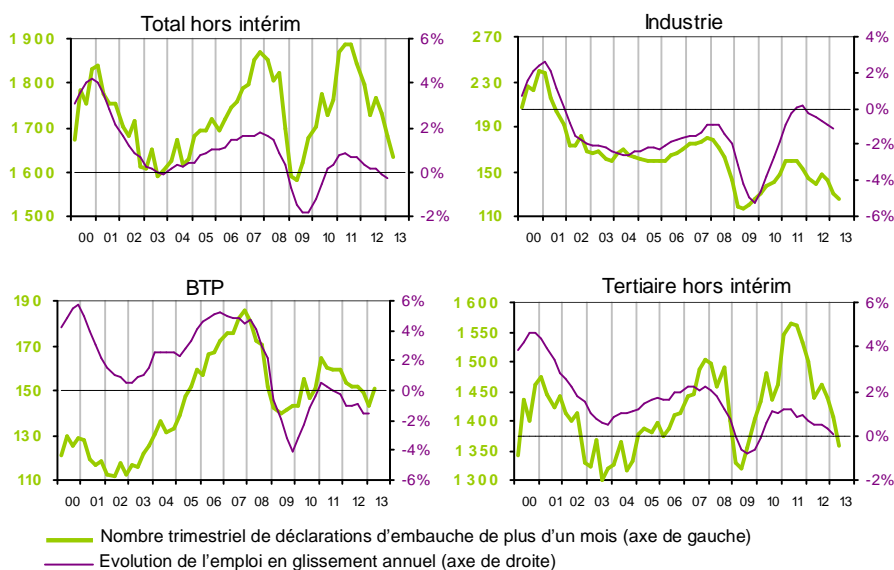


Une évolution contrastée selon la taille des entreprises ...

Au deuxième trimestre 2013, le ralentissement se poursuit dans les entreprises de 20 salariés ou plus. En effet, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois diminue de 6,3 %. Cette évolution s'explique surtout par le net recul des embauches en CDD de plus d'un mois (- 9,2 %), les embauches en CDI diminuant de - 2,2 %.

Les évolutions sont différentes dans les entreprises de moins de 20 salariés (TPE). Alors que les embauches en CDI

Graphique 3 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois (en milliers) et glissement annuel de l'emploi par secteurs (hors intérim)



enregistrent une nette hausse de 4,5 % ce trimestre (après - 4,4 %), celles en CDD de plus d'un mois diminuent de 1,0 % (après + 1,3 %). Au total, le nombre de déclarations de plus d'un mois dans les TPE augmente de 1,6 % après plusieurs trimestres de baisse.

Sur un an, le recul des déclarations d'embauche de plus d'un mois est très prononcé dans les entreprises de 20 salariés ou plus (- 9,4 %) alors que les TPE enregistrent un faible repli (- 0,6 %, tableau 3 et graphique 2b).

... et selon les grands secteurs d'activité

Au deuxième trimestre 2013, les embauches de plus d'un mois diminuent pour le troisième trimestre consécutif : - 3,7 %, après - 7,9 % et - 3,5 % les trimestres précédents (graphique 3 et tableau 2). Les secteurs qui enregistrent les baisses les plus marquées sont l'industrie agro-alimentaire (- 10,1 %), la production et distribution d'électricité (- 9,2 %), et d'eau (- 4,6 %).

A l'inverse, dans le BTP, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois s'améliore ce trimestre (+ 5,4 %), après six trimestres de baisse.

Enfin, la baisse des embauches s'accroît dans le secteur tertiaire (- 3,4 % ce trimestre après - 2,2 % et - 1,5 % les deux trimestres précédents).

Ce constat est notable dans le secteur de l'édition et l'audiovisuel (- 12,9 %), les activités immobilières (- 8,7 %) ainsi que les activités scientifiques et techniques (- 8,2 %)

Sur un an, pour le sixième trimestre consécutif, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois baisse dans tous les grands secteurs d'activité : - 9,0 % dans l'industrie, - 0,6 % dans le BTP et - 5,7 % dans le tertiaire.

Sur un an les embauches sont en repli dans la quasi-totalité des régions

Sur un an, les embauches de plus d'un mois se réduisent dans la plupart des régions. L'Île-de-France, les Pays de la Loire, la région Rhône-Alpes et la Bretagne expliquent plus de 50 % du recul. Seules les régions Guyane et PACA affichent respectivement une stabilisation et une évolution légèrement positive (+ 0,9 %) sur un an. La Corse et la Lorraine se démarquent également avec de légères baisses sur un an (respectivement - 0,3 % et - 0,5 %).

Kathleen Berche

Département des études statistiques et de l'animation du réseau (DESAR)

Carte : Glissement annuel des embauches de plus d'un mois au deuxième trimestre 2013 (en %)

Moyenne France : - 5,6 %

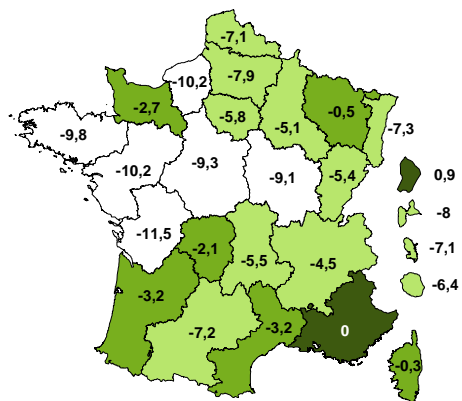


Tableau 2 : Déclarations d'embauche par secteur détaillé d'activité (NACE 38)

Secteurs (NACE 38)	Embauches de plus d'un mois					Ensemble des embauches (y.c. moins d'un mois)			
	Glissements trimestriels en %				Glissement annuel en %	Niveaux 2013 T2			
	2012 T3	2012 T4	2013 T1	2013 T2		CDD de moins d'un mois	CDD de plus d'un mois	CDI	Total des déclarations d'embauche
BZ Industries extractives	+ 12,9	- 2,4	- 4,1	+ 2,6	+ 8,5	115	457	371	943
CA Industries agro-alimentaires	+ 4,8	- 0,6	- 3,5	- 10,1	- 9,6	28 046	24 825	16 465	69 335
CB Habillement, textile et cuir	- 1,7	+ 3,2	- 13,6	+ 5,9	- 7,3	3 925	3 318	3 112	10 355
CC Bois et papier	+ 1,5	- 5,4	- 5,4	- 1,8	- 10,9	3 506	3 304	3 716	10 526
CD Cokéfaction et raffinage	+ 0,6	+ 23,7	- 10,1	+ 34,6	+ 50,4	0	158	91	249
CE Industrie chimique	+ 5,2	- 1,2	- 10,3	+ 6,7	- 0,6	2 357	2 767	1 924	7 049
CF Industrie pharmaceutique	+ 13,2	- 4,8	- 5,0	- 1,4	+ 0,9	238	1 409	868	2 515
CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	+ 6,6	- 3,0	- 17,2	+ 4,1	- 10,8	2 234	3 720	3 558	9 512
CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques	+ 2,0	- 6,6	- 4,0	- 2,2	- 10,5	3 089	6 312	6 394	15 795
CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	+ 2,9	- 5,8	- 7,0	- 4,2	- 13,6	377	1 603	1 948	3 928
CJ Fabrication d'équipements électriques	+ 14,4	- 12,5	- 11,0	+ 2,1	- 8,9	584	1 361	1 426	3 371
CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.	+ 7,6	- 4,8	- 11,7	- 2,9	- 12,1	824	2 395	2 923	6 142
CL Fabrication de matériels de transport	+ 5,7	- 7,3	- 14,3	+ 8,4	- 9,0	456	2 787	4 249	7 492
CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines	+ 4,1	- 1,2	- 6,3	- 3,7	- 7,2	4 418	7 056	6 885	18 360
DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	+ 8,5	- 8,9	- 5,9	- 9,2	- 15,5	194	1 385	2 213	3 792
EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	+ 2,4	- 1,2	- 3,2	- 4,6	- 6,7	6 663	4 425	3 381	14 468
FZ Construction	- 0,3	- 1,4	- 4,0	+ 5,4	- 0,5	26 905	72 592	78 366	177 863
GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	+ 2,6	- 1,8	- 3,1	- 4,5	- 6,7	271 558	125 140	120 258	516 956
HZ Transports et entreposage	+ 4,2	- 3,1	- 1,3	- 0,2	- 0,5	106 089	41 504	39 159	186 752
IZ Hébergement et restauration	+ 0,5	- 2,0	+ 0,1	- 4,5	- 5,8	657 105	122 736	129 028	908 868
JA Edition et Audiovisuel	+ 5,2	- 1,5	- 5,1	- 12,9	- 14,3	310 145	12 038	8 114	330 297
JB Télécommunications	+ 19,8	- 8,9	- 11,3	- 4,2	- 7,3	670	1 882	2 126	4 678
JC Activités informatiques	+ 3,5	- 1,3	- 6,2	- 5,4	- 9,4	4 326	4 280	15 346	23 951
KZ Activités financières et d'assurance	+ 5,4	+ 0,3	- 8,5	- 1,1	- 4,4	18 946	14 831	15 916	49 692
LZ Activités immobilières	- 0,0	- 2,9	+ 0,8	- 8,7	- 10,6	9 652	6 365	8 609	24 626
MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	+ 0,3	- 0,5	- 9,6	+ 3,3	- 6,8	54 144	28 415	43 571	126 130
MB Recherche et développement	+ 3,6	+ 3,4	- 0,7	- 7,0	- 1,1	1 850	5 242	1 423	8 515
MC Autres activités scientifiques et techniques	- 3,1	- 5,4	- 6,7	- 8,2	- 21,5	228 642	10 557	12 113	251 311
NZ Activités de services administratifs et de soutien	- 3,6	+ 3,0	- 3,6	- 3,9	- 8,1	487 507	78 927	73 255	639 688
OZ Administration publique	+ 1,5	+ 2,8	- 0,4	+ 3,0	+ 7,0	88 848	83 130	9 032	181 010
PZ Education	+ 11,9	- 4,4	- 0,3	+ 0,3	+ 6,9	57 820	50 331	10 720	118 871
QA Activités pour la santé humaine	+ 14,7	- 12,6	+ 5,0	- 6,9	- 2,0	160 897	32 081	18 515	211 493
QB Action sociale et hébergement médico-social	+ 0,4	- 0,6	- 4,7	+ 0,1	- 4,8	433 859	66 411	37 947	538 217
RZ Arts, spectacles et activités récréatives	- 2,6	+ 3,3	- 3,6	- 4,7	- 7,5	590 925	36 524	19 068	646 517
SZ Autres activités de services	- 2,5	- 4,1	- 4,5	+ 3,4	- 7,6	117 729	51 815	25 550	195 094
Activités diverses et non classées	+ 4,0	- 8,1	+ 3,5	- 14,4	- 15,4	932	1 424	435	2 791
TOTAL	+ 2,2	- 2,0	- 2,9	- 2,9	- 5,6	3 686 903	902 580	729 998	5 319 481
Industrie	+ 6,3	- 3,5	- 7,9	- 3,7	- 9,0	56 933	66 528	59 514	182 975
Construction	- 0,3	- 1,4	- 4,0	+ 5,4	- 0,6	26 890	72 555	78 352	177 797
Tertiaire	+ 1,4	- 1,5	- 2,2	- 3,4	- 5,7	3 600 016	765 747	592 124	4 957 887

Source : Acooss - Urssaf

Tableau 3 : Dernières valeurs des séries trimestrielles des DUE (Données CVS-CJO) *

Trimestre	Total des entreprises					Entreprises de moins de 20 salariés				
	CDD de moins d'un mois	Déclarations d'embauche de plus d'un mois		Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois	Total des déclarations d'embauche	CDD de moins d'un mois	Déclarations d'embauche de plus d'un mois		Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois	Total des déclarations d'embauche
		CDD de plus d'un mois	CDI				CDD de plus d'un mois	CDI		
Niveaux (en milliers)										
T1 2012	3 404	978	820	1 798	5 202	1 132	394	371	765	1 898
T2 2012	3 453	947	782	1 729	5 182	1 121	392	358	750	1 871
T3 2012	3 517	984	782	1 766	5 284	1 132	393	358	751	1 883
T4 2012	3 614	968	763	1 731	5 345	1 164	389	355	744	1 908
T1 2013	3 633	958	723	1 681	5 315	1 190	394	340	734	1 924
T2 2013	3 687	903	730	1 633	5 319	1 234	390	355	745	1 979
Glissements trimestriels (en %)										
T1 2012	+ 1,7	- 2,1	- 3,2	- 2,6	+ 0,2	- 0,3	- 3,1	- 1,3	- 2,3	- 1,1
T2 2012	+ 1,4	- 3,2	- 4,6	- 3,8	- 0,4	- 1,0	- 0,6	- 3,6	- 2,1	- 1,4
T3 2012	+ 1,9	+ 4,0	- 0,0	+ 2,2	+ 2,0	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,0	+ 0,2	+ 0,7
T4 2012	+ 2,7	- 1,7	- 2,4	- 2,0	+ 1,2	+ 2,8	- 1,1	- 0,7	- 0,9	+ 1,3
T1 2013	+ 0,5	- 1,0	- 5,3	- 2,9	- 0,6	+ 2,3	+ 1,3	- 4,4	- 1,5	+ 0,8
T2 2013	+ 1,5	- 5,8	+ 1,0	- 2,9	+ 0,1	+ 3,7	- 1,0	+ 4,5	+ 1,6	+ 2,9
Glissements annuels (en %)										
T1 2012	+ 4,4	- 5,7	- 1,3	- 3,8	+ 1,4	+ 3,7	- 6,6	+ 1,7	- 2,8	+ 1,0
T2 2012	+ 4,2	- 7,3	- 9,5	- 8,3	- 0,3	- 0,5	- 5,7	- 5,1	- 5,4	- 2,5
T3 2012	+ 5,7	- 3,7	- 9,4	- 6,3	+ 1,3	- 0,8	- 4,9	- 6,5	- 5,7	- 2,8
T4 2012	+ 8,0	- 3,1	- 9,9	- 6,2	+ 3,0	+ 2,5	- 4,4	- 5,5	- 4,9	- 0,5
T1 2013	+ 6,7	- 2,0	- 11,8	- 6,5	+ 2,2	+ 5,1	- 0,1	- 8,5	- 4,1	+ 1,4
T2 2013	+ 6,8	- 4,7	- 6,6	- 5,6	+ 2,7	+ 10,1	- 0,5	- 0,8	- 0,6	+ 5,8

* Les résultats sont provisoires, notamment pour le dernier trimestre (encadré).

Source : Acooss – Urssaf

Encadré : La déclaration unique d'embauche (DUE) et ses retraitements statistiques

Le champ

Cette publication porte sur l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité sociale agricole (MSA)) et le secteur public pour ce qui concerne les non fonctionnaires.

La formalité administrative

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur un support unique, la déclaration unique d'embauche (DUE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf ou à la MSA selon le régime dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. 20 % des DUE ont été adressées en 2011 à l'Urssaf sur support papier, 65 % par Internet et 15 % par d'autres procédures dématérialisées.

La DUE doit être réalisée au plus tôt huit jours avant l'embauche et au plus tard dans l'instant qui précède cette embauche. Il s'agit donc d'une formalité préalable à l'embauche qui, de ce fait, traduit une intention d'embauche à très court terme.

Les principaux retraitements statistiques

Depuis juillet 2005, tout employeur effectuant les DUE par Internet a l'obligation de renseigner le type de contrat de travail. De plus, depuis juin 2011, ces mêmes employeurs ont pour obligation de renseigner la durée des CDD. Ces deux effets, associés à une progression de l'utilisation d'Internet, ont permis d'améliorer très nettement la qualité des données. Les valeurs manquantes (sur les types de contrats et les durées de CDD), désormais résiduelles, sont imputées à partir des distributions de DUE par secteur d'activité (NACE732) de l'établissement.

En outre, des estimations des déclarations retardataires sont réalisées (environ 15 % pour le dernier mois et 1 % pour le mois précédent) en fonction du mode de saisie, du mois d'embauche et du type de contrat de travail. **Les résultats présentés ici sont donc provisoires, notamment pour le dernier trimestre.**

Les indicateurs présentés sont corrigés des variations saisonnières et des effets « jours ouvrables » et « année bissextile » (CVS - CJO). Les coefficients saisonniers

sont estimés sur les années 2000 à 2011 et **sont revus une fois par an à l'occasion de la publication des données portant sur le premier trimestre.**

Dans cette publication, les séries CVS-CJO des DUE de plus d'un mois (CDI et CDD de plus d'un mois) et du total des DUE sont égales à la somme des séries dessaisonnalisées par type de contrat (CDI, CDD de moins d'un mois et CDD de plus d'un mois) et tranche de taille d'entreprise (0 à 19 salariés et 20 salariés ou plus).

Définitions

Les déclarations d'embauche de plus d'un mois comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois. Les CDD de plus d'un mois correspondent aux CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours.

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. **Le glissement annuel (GA)** compare les données du trimestre avec celles du trimestre correspondant de l'année précédente.